

Organisées par l'Union nationale de femmes (UNAF) en collaboration avec la Fondation allemande Konrad Adenauer, ces assises ont été une occasion d'inciter les femmes à se préparer aux enjeux politiques et électoraux.

Plusieurs objectifs étaient poursuivis dans ce cadre, notamment la sensibilisation de la femme à intérioriser et s'approprier l'étendue de ses droits fondamentaux.

Il était aussi question de susciter auprès de cette dernière l'intérêt à connaître les mécanismes des systèmes électoraux et à postuler aux postes de prise de décisions.

Environ 40 femmes leaders et cadres de la ville de Kinshasa issues des organisations de la Société civile, des partis politiques, des institutions publiques et des agences internationales ont participé à ce forum qui leur a appris comment maximiser et capitaliser leurs chances de participation effective aux élections et à la vie politique afin d'instaurer la bonne gouvernance en RDC.

«Il est évident que l'apport de la femme au respect des droits humains exige de cette dernière qu'elle soit présente dans toutes les instances de prise de décisions afin d'infléchir et d'orienter la politique du pays», a affirmé la secrétaire exécutive nationale de l'UNAF, Mme Agnès Kayongo.

Pour elle, l'organisation de ce forum se justifie par le souci de promouvoir et de protéger les droits humains en RDC. Voilà pourquoi elle avait, à l'ouverture des assises, invité les participants à l'assiduité du fait que les sujets prévus dans le programme mettaient à leur disposition des outils susceptibles de renforcer leurs compétences, maîtrise et connaissances par rapport aux textes légaux en vigueur pour provoquer des comportements attendus d'eux en matière de leadership.

De son côté, la représentante intérimaire de la fondation Konrad Adenauer, Mme Elke Erlecke, a salué l'organisation de ce forum qui a offert aux Kinois, futures candidates aux prochaines élections, l'opportunité de concevoir des stratégies capables d'augmenter leur visibilité politique.

Il sied de souligner que plusieurs communications ont été faites durant les deux jours dont «l'état des lieux des mesures et mécanismes d'application des lois en faveur de la promotion du Genre» et «les stratégies de la promotion politique de la femme».

Aussi, les recommandations qui ont été formulées devront-elles contribuer à l'assainissement des mœurs politiques, sociales et culturelles en faveur de la promotion et la protection des droits de la femme en RDC.

Par Raymonde Senga Kosi